

A Lyon , le 04 avril 2017

Monsieur le Président,

Nous tenons à dénoncer la situation catastrophique du dialogue social au sein de la DGFIP.

Fin 2016, la direction générale a décidé arbitrairement et de manière unilatérale de revenir sur les dispositions relatives à l'exercice du droit syndical tel qu'il avait été mis en place à l'issue de la fusion.

Revenant sur ses engagements passés, la DG a pris une série de mesures visant à restreindre l'activité syndicale : restriction du temps de préparation, refus du remboursement des frais pour les suppléant-e-s qui ne remplacent pas les titulaires.

A titre d'exemple, en début d'année, le Directeur Général a communiqué aux représentants des personnels le calendrier relatif aux réunions des CAP nationales qui confirme cette remise en cause avec une réduction drastique du temps de préparation.

Cette attitude, ressentie comme une ultime provocation, signe la fin voulue du dialogue social, et surtout remet gravement en cause, le droit fondamental des agents à être défendus.

Solidaires Finances Publiques sera intransigeant et déterminé à continuer d'assurer la meilleure défense des droits des agents, et ce par tous les moyens possibles et imaginables.

Sur le contexte économique et social, nous sommes à quelques semaines d'une élection majeure dont l'issue pourrait avoir des conséquences dramatiques sur la fonction publiques et la DGFIP.

Solidaires finances publiques réaffirme avec force la nécessité de maintenir un service public accessible à chacun et chacune et constituant un élément majeur de la cohésion sociale. Nous rejetons le principe qu'au nom de la maîtrise des déficits publics, les fonctionnaires et les missions qu'ils remplissent doivent être sacrifiés.

La DGFIP doit avoir un rôle essentiel au centre d'un processus de relance économique et de redistribution afin de combattre toutes velléités politiques d'austérité.

Si l'on donnait les moyens humains et législatifs à notre administration de récupérer les 60 à 80 milliards d'euros liés à la fraude fiscale qui manquent chaque année au budget de l'État, le gouvernement pourrait développer les services publics et la protection sociale et œuvrer ainsi pour le renforcement de la démocratie et pour plus de justice fiscale et sociale.

Au contraire, le bilan des derniers mois au sein de notre Administration est terrible notamment en matière de gestion des personnels de la DGFIP.

La conjonction de la politique gouvernementale (PPCR, RIFSEEP) et de la politique DGFIP menée par nos ministres et notre Directeur général actuel conduisent à des reculs historiques.

Solidaires Finances Publiques n'a eu de cesse d'alerter sur les attaques et les dangers contre les droits sociaux des agents, force est de constater qu'un coup d'accélérateur a été donné et un palier franchi ces derniers mois. Les restructurations les transferts, les créations de pôle s'accroissent avec pour point d'orgue le PAS que nous condamnons.

Solidaires Finances Publiques réaffirme aussi un principe clair lors de la mise en place de ces réformes : les agents doivent être impérativement écoutés et considérés.

Il n'est pas acceptable de voir un chef de service refuser des réunions, balayer les observations et remarques souvent très judicieuses faites par les agents lors de la réorganisation d'un service. Il n'est pas tolérable de faire pression sur ces même agents qui osent exprimer leur mal être face à ces fusions.

Les conditions de vie au travail dans certains services deviennent insupportables.

Face à ces attitudes il est de votre responsabilité, Monsieur le Président, de tout mettre en œuvre pour que certaines situations n'atteignent pas le point de non retour.

Pour tous ces motifs, nous ne siégerons pas à ce CTL et quittons dès à présent la salle.